

# Les vérités de Philippe Lebrun

À deux jours des élections municipales, le chef de file de Lutte Ouvrière à Trélazé met la situation locale en perspective avec le contexte national.

Gérard TUAL

redac.trelaze@courrier-ouest.com

**Le contexte.** • C'est une élection politique, qu'on le veuille ou non ! Au soir du 23 mars, les commentateurs vont dresser un bilan politique, dire en faveur de quel camp penche la balance. L'intitulé de nos listes, partout en France, est clair : « Faire entendre le camp des travailleurs », c'est poser un drapeau pour l'avenir. •

**L'emploi.** • À Trélazé, les dispositifs mis en place par la municipalité n'ont rien changé : le chômage atteint les 28 %, la moyenne des revenus est toujours aussi basse, le niveau scolaire moyen inférieur à celui de l'agglomération. Les conditions ne sont pas réunies pour s'appuyer sur l'égalité des chances. •

**Marc Goua.** • La main gauche du maire ignore ce que fait la main droite du député ! À l'Assemblée nationale il vote à contrecœur la loi sur le non-cumul des mandats, par discipline de parti. Sur son blog ou dans des tribunes, avec les plus libéraux des élus socialistes, il soutient la politique d'austérité de François Hollande, celle des cadeaux aux groupes capitalistes et du serrage de ceinture pour les travailleurs. •

**Les Ardoisières.** • Le groupe Imerys est capable de lancer une OPA de 1,6 milliard d'euros sur une entreprise américaine, en se faisant doubler au passage par plus vorace que lui, et de supprimer 150 emplois en prétextant de pertes de 17 millions d'euros et d'un prétendu épuisement du gisement. Quand un projet de reprise se monte, ses dirigeants ne lui accordent pas la moindre chance. Le risque est trop grand pour lui de se trouver désavoué : et si l'exploitation redevenait viable ? C'est la preuve qu'il faut interdire les licenciements. Hollande et les socialistes ont oublié de soumettre leur projet de loi obligeant les entreprises à mettre en place des plans de reprise. C'est un renoncement de plus devant les exigences du patronat. •



Trélazé, mardi 18 mars. Chef de file de la liste Lutte Ouvrière, Philippe Lebrun met en avant le caractère politique des élections municipales.

**L'Arena Loire.** • 20 postes municipaux dédiés à la culture et à l'animation, c'est moins spectaculaire qu'une salle de 6 500 places mais c'est plus en phase avec les besoins de la population trélazéenne. C'est l'équivalent du coût de l'Arena Loire, pour près de 30 ans. Cette salle profite d'abord aux banques qui ont accordé les emprunts et au groupe qui l'a construite.

## « Les collectivités n'ont pas à suppléer les banques »

Le maire nous a reproché d'être opposés à la construction de la médiathèque, en réalité nous étions contre son projet et son coût. Les réalisations pharaoniques se font dans le souci de l'image, pas dans celui du service réel à la population. •

**Les financements publics.** • La priorité des budgets de l'État et des collectivités va au soutien des entreprises. C'est se substituer aux banques qui ne veulent plus prêter qu'aux riches. Il faut revenir, y compris au niveau local, à un financement des services publics. Et obliger les banques à s'investir dans le soutien de l'économie. L'exemple de

l'Agglo qui exonère Décathlon Les Ponts-de-Cé de 500 000 € de taxes annuelles sous prétexte qu'une bretelle routière n'est pas encore réalisée en dit long sur cette politique : les contribuables payent à la place de la grande surface qui appartient au groupe Mulliez dirigé par la 3<sup>e</sup> famille la plus fortunée de France. •

**Le logement.** • La leçon d'un projet comme celui de Guérinière-Quantinière est claire : confié à des aménageurs et à des promoteurs, il fait exploser les prix. Les terrains ont été acquis pour moins de 6 € le m<sup>2</sup> et sont revendus jusqu'à 230 €. L'argument du coût de la viabilisation ne tient pas : c'est moins de 30 € le m<sup>2</sup>. Il faut un vrai service public du logement et des offres accessibles aux plus modestes. •

**Les rythmes scolaires.** • Un écran de fumée pour cacher les vrais problèmes. Les retours de la consultation en cours auprès des parents sont négatifs. Sur un territoire comme celui de Trélazé, il est impératif de déployer des moyens en enseignants supplémentaires. Confier l'aménagement des rythmes scolaires et leur financement aux communes, c'est accroître encore les inégalités. •